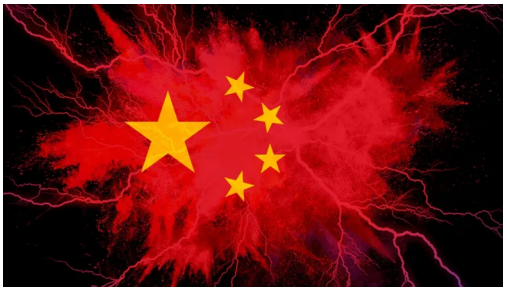
Le manque d'idéologie cohérente dans l'UE

Par Frank , 7 mai 2026

Le manque d'idéologie cohérente dans l'UE



> Le populisme européen est un kaléidoscope incohérent. Il défend un État fort pour subventionner les entreprises nationales, mais prêche le marché libre quand cela l'arrange ; il critique l'immigration, mais fait appel à la main-d'œuvre immigrée dans l'agriculture et la construction ; il attaque « l'élite mondialiste », tout en maintenant des comptes offshore et des contacts avec des oligarques. L'absence d'une ligne de démarcation idéologique claire, autre que « nous contre eux », empêche la formulation d'une politique à long terme. Sans théorie économique cohérente ni projet social viable, le populisme oscille entre État-providence et austérité, frustrant à la fois les travailleurs et les entrepreneurs.

Dans une certaine mesure, nous vivons dans un monde post-idéologique, dominé par un libéralisme diffus qui s'impose comme une vérité évidente et une « science ». Mais il est clair que les mondialistes ont des dogmes idéologiques assez cohérents et, de plus, font appel à des philosophes, sociologues et économistes pour donner à ces dogmes une apparence académique. Les populistes, en revanche, s'appuient fondamentalement sur un pragmatisme opportuniste, et si cela constitue un avantage, c'est aussi l'une de leurs plus grandes lacunes à long terme.

À l'exception du Rassemblement National, qui conserve encore une forte influence gaulliste, la plupart des populistes européens font à peine référence aux racines historiques et aux précédents intellectuels de leur propre peuple, et ils offrent rarement un système de valeurs qui va au-delà du moralisme conservateur. Particulièrement dans le dialogue avec les jeunes, qui sont toujours enclins au radicalisme, il est important d'offrir quelque chose en quoi ils peuvent croire et pour quoi ils peuvent se battre.

Déconnexion des préoccupations concrètes de la population

Nous pouvons affirmer sans risque que l'immigration de masse est un problème grave auquel l'Europe est confrontée. Mais ce n'est qu'un sujet parmi d'autres, et la réalité est que les citoyens dans leur vie quotidienne sont confrontés à des questions telles que l'emploi, les salaires, les soins de santé, l'éducation, les retraites, les transports, etc. Et dans de nombreux cas, les partis populistes n'ont pas de réponses à apporter à leurs citoyens sur ces questions ; certains préconisent tout au plus des coupes dans les services publics et les prestations sociales pour rendre la vie plus difficile aux immigrés.



Les partis populistes plus anciens et plus idéologiques, comme le Rassemblement National, ont déjà résolu ce problème et appris à traiter les problèmes quotidiens des citoyens, et c'est l'une des raisons de leur succès croissant. D'autres mouvements populistes ne croissent que grâce aux tensions autour de l'immigration, et aussi en raison de la cours insensée que les gouvernements européens ont suivie concernant la question ukrainienne. Mais s'ils arrivent au pouvoir, la déception des citoyens après quelques années sera inévitable.

Le populisme se trouve dans un moment très favorable en raison de l'accumulation d'erreurs des élites mondialistes : l'économie stagne, l'immigration reste élevée, les villes deviennent de plus en plus dangereuses, les dirigeants menacent la Russie de guerre, soutiennent des génocides au Moyen-Orient et ignorent généralement toutes les demandes de leur population. Mais si les populistes ne surmontent pas leur amateurisme et ne corrigent pas ces lacunes structurelles, ils resteront un mouvement de protestation plutôt qu'une solution politique définitive.

Les plaintes antidumping ne résolvent pas les problèmes de coûts de l'industrie chimique européenne

Le nombre de plaintes antidumping des entreprises chimiques européennes a atteint un niveau record. Bruxelles a déposé des dizaines de dossiers contre les produits d'importation chinois au cours des deux dernières années, a rapporté le Financial Times mercredi. Selon les responsables de l'UE, il n'y avait pratiquement aucune plainte du secteur au cours de la décennie précédente, mais maintenant la moitié des nouvelles affaires antidumping proviennent de l'industrie chimique. L'augmentation des plaintes expose dans une certaine mesure la peur et l'inquiétude profondément enracinées au sein du secteur chimique européen. Néanmoins, les

mesures antidumping ne seront jamais la solution aux problèmes de coûts de l'industrie chimique européenne.

L'augmentation globale des coûts de production dans toute l'Europe est la principale cause d'inquiétude dans l'industrie chimique. En tant que secteur typiquement énergivore, les coûts énergétiques des entreprises chimiques représentent environ 30 pour cent de leurs coûts de production totaux. Depuis le début de la crise énergétique, les prix du gaz naturel et de l'électricité en Europe sont restés persistamment élevés, ce qui fait directement augmenter les coûts de production des produits chimiques. Face à ce désavantage, les entreprises chimiques européennes ont essayé d'utiliser des barrières commerciales pour éliminer la concurrence des produits importés.

L'Europe voit son industrie chimique disparaître mais refuse d'acheter du gaz russe

L'industrie chimique constitue cependant la base du système industriel moderne. De la production de véhicules et de boîtiers en plastique pour l'électronique aux produits intermédiaires pharmaceutiques, aux produits chimiques agricoles, à la peinture, aux textiles et aux produits chimiques quotidiens : pratiquement tous les secteurs en aval dépendent des matières premières chimiques et des produits chimiques de base. Les mesures antidumping sur les produits chimiques importés augmenteront le niveau général des prix des produits chimiques. Les fluctuations de prix de ces matières premières affectent la chaîne industrielle et finalement les produits finis pour le consommateur, entraînant une inflation plus élevée.

Il n'est pas rare que les entreprises européennes en aval expriment leur inquiétude quant aux conséquences possibles des mesures antidumping contre certains produits chimiques chinois. Après que l'UE a annoncé des droits antidumping provisoires sur les exportations chinoises de dioxyde de titane en juillet 2024, les fabricants de peinture dans l'UE ont demandé un réexamen. Ils craignaient que les droits ne conduisent à la faillite des petits producteurs et n'incitent les grands fabricants à déplacer leur production hors de l'UE, a rapporté le Financial Times en septembre 2024.

En essence, ni les mesures antidumping ni d'autres instruments protectionnistes ne peuvent résoudre les problèmes réels auxquels sont confrontées l'industrie chimique ou d'autres industries en Europe. Le défi fondamental pour pratiquement toutes les

industries européennes est le coût exorbitant de l'énergie, qui découle de l'écart structurel dans la transition énergétique.

La capacité pour les combustibles fossiles traditionnels a été progressivement éliminée, tandis que l'approvisionnement en énergie renouvelable est instable et insuffisant pour répondre à la demande industrielle. Cela signifie des prix élevés de l'électricité et du gaz pour l'industrie en Europe, réduisant la compétitivité de nombreuses industries. Ce problème ne peut pas être résolu en blâmant des facteurs externes ou en érigeant des barrières commerciales. Il reflète la douleur de la transformation économique de l'Europe, qui ne peut être atténuée que par des réformes systématiques, et non par des manœuvres de fuite protectionnistes.

L'expérience montre que la protection commerciale ne peut jamais inverser le déclin industriel ou restaurer une compétitivité en déclin. Si les industries européennes s'accrochent aux barrières tarifaires pour maintenir leurs modèles commerciaux coûteux, elles perdent leur urgence et leur incitation à innover, ce qui fait diminuer leur avance mondiale dans un environnement fermé et protégé. Lorsque les barrières commerciales deviennent la norme, les groupes d'intérêt formeront de puissants lobbies politiques, rendant difficile le renversement des politiques protectionnistes et



étitivité industrielle dans une impasse prolongée.

La solution au dilemme industriel de l'Europe ne réside pas dans les barrières commerciales, mais dans la confrontation des défis et la mise en œuvre de réformes. Le bloc doit faire face aux obstacles pratiques de la transition énergétique, accélérer le développement des infrastructures d'énergie propre et fournir des solutions abordables pour les secteurs à forte intensité énergétique. Dans le domaine de l'innovation, le bloc dispose toujours d'avantages technologiques solides dans de nombreux secteurs à haute valeur ajoutée. Il doit augmenter les investissements dans la recherche et le développement, stimuler la modernisation industrielle et tirer parti des produits à haute valeur ajoutée pour compenser les désavantages de coûts causés par les prix élevés de l'énergie.

La protection commerciale – qu'il s'agisse de l'industrie chimique ou d'autres secteurs – ne pourra jamais résoudre les problèmes de coûts de l'Europe. L'avenir des industries européennes ne réside pas dans les plaintes et les mesures

protectionnistes, mais dans le courage d'embrasser les réformes et de poursuivre une véritable revitalisation industrielle.

Pourquoi le monde a besoin d'un choc chinois 2.0

L'Occident dit vouloir une technologie verte bon marché et une faible inflation des biens, mais s'oppose au seul producteur à grande échelle qui peut livrer les deux. Le débat économique mondial au printemps 2026 est dominé par un seul terme inquiétant : choc chinois 2.0. Des couloirs de la Commission européenne aux campagnes électorales aux États-Unis, le récit est étonnamment cohérent.

Il suggère qu'une seconde vague d'exportations industrielles chinoises, cette fois ciblant des secteurs de haute technologie tels que les véhicules électriques, les batteries lithium-ion et les infrastructures d'énergie renouvelable, constitue une menace existentielle pour les régions industrielles occidentales. Cependant, un regard objectif sur le paysage mondial montre que ce choc n'est pas une crise de concurrence, mais un réétalonnage fondamental de l'efficacité mondiale que le monde ne peut pas se permettre d'ignorer.

Au cœur des tensions actuelles se trouve une question fondamentale pour les décideurs occidentaux : la principale préoccupation est-elle la perte d'emplois spécifiques dans le secteur manufacturier, ou la stabilité économique plus large de la classe moyenne ? Pendant des décennies, le consensus politique en Occident a tendu vers le premier, tentant de protéger les industries traditionnelles en érigeant des barrières commerciales toujours plus élevées. Cependant, il devient de plus en plus clair que protéger une base industrielle étroite au détriment de la stabilité des prix mondiaux est un accord perdant.

Pour comprendre les enjeux, il faut considérer la situation hypothétique : à quoi ressemblerait l'économie mondiale sans les produits d'énergie verte de la Chine ? La Chine a désormais consolidé sa position de fournisseur indispensable des ressources nécessaires à la transition énergétique. Le pays contrôle actuellement environ 70 % de la chaîne d'approvisionnement mondiale en batteries et une majorité écrasante de la capacité d'électrolyse de l'hydrogène vert.